

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 22/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AUBERT ET DUVAL

BP 141
42700 Firminy

Références : UID4243-EAR-024-129
Code AIOT : 0006103348

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2024 dans l'établissement AUBERT ET DUVAL implanté Rue de la Tour de Varan - Colonel Riez BP 141 42700 Firminy. L'inspection a été annoncée le 04/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Opération régionale dite "coup de point" pour l'année 2024 sur le thème du contrôle des rejets aqueux (OCP2024) réalisée entre le 11 et le 29 mars 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AUBERT ET DUVAL
- Rue de la Tour de Varan - Colonel Riez BP 141 42700 Firminy
- Code AIOT : 0006103348
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site Aubert et Duval de Firminy réparti sur 20 ha appartient à un consortium (extraction valorisation des métaux - alliages de haute performance – 13 000 collaborateurs – 20 pays - 36 sites miniers).

Ce site de Firminy comprend 160 collaborateurs dont les activités de forge sont destinées aux

usages : outillages, défense terrestre, nucléaire, aéronautique.

Les volumes de production sont relancés depuis 2022.

L'activité de l'aciérie est arrêtée depuis 2018 ; la réception de lingots s'opère depuis le site LES ANCIZES-COMPS (63) où l'activité a été transférée.

Le site comprend :

- une presse de 4 500 t avec manipulateur 50 t ;
- pour le traitement thermique, 11 fours horizontaux et 2 fours verticaux ;
- pour la trempe, 2 bûches horizontales (eau et huile) et 1 bûche à eau verticale ;
- 2 presses de finition ;
- pour le travail mécanique : 8 tours parallèles dont 5 jusqu'à 22 m de long.

En termes d'actualités :

- une cession de terrain au Nord du site est à l'étude avec SEM (tiers-demandeur) dans le cadre du projet de réhabilitation du site APERAM (aménagement d'une zone d'activité) ;

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024 sur le thème du contrôle des rejets aqueux (OCP 2024)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Points de prélèvement aménagés	AP Complémentaire du 23/10/2017, article 3		1 mois
6	Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement	AP Complémentaire du 23/10/2017, article 2		1 mois
9	Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II		6 mois
7	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
5	Respect des périodicités minimales de surveillance	AP Complémentaire du 23/10/2017, article 2	Sans objet
8	Débit de rejet	Arrêté Ministériel du 23/10/2017, article 2	Sans objet
10	Contrôle de recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Sans objet
11	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Non soumis
12	Garanties	Code de l'environnement du	Élément en réponse à l'exploitant

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	financières	27/03/2024, article 5° de l'article R516-1	
13	Systèmes d'échange de quotas d'émissions (SEQE)	Règlement européen du 31/10/2023, article 2019/331	Élément en réponse à l'exploitant

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation du site au jour de l'inspection demande la mise en œuvre de suites aux points de contrôle 1, 6 et 7 relatifs aux schémas des réseaux, notamment en lien avec les fonctionnements hydrauliques du site et de sa galerie minière, à la transmission des données dans GIDAF et au respect des VLE dans l'eau.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
<p>Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Cf. pour mémoire l'article 2 de l'APc du 23/20/2023 N° 412-DDPP-17 : Plan L'exploitant du site doit disposer d'un plan à jour des réseaux (eaux usées, eaux huileuses et des galeries du réseau d'eau pluviales).</p> <p>Constats : L'exploitant remet un plan global (tous réseaux confondus) comprenant l'ensemble des surfaces du site avec comme date de mise à jour le 10/02/2011 ; cette date prend en compte les travaux réalisés de mise en séparatif (reconversion des anciens réseaux pour les eaux pluviales). Le plan remis comprend ainsi les réseaux des eaux usées (et le collecteur de la collectivité traversant le site), pluviales (EP) et industrielles (EI).</p> <p>Concernant par ailleurs * les eaux souterraines : - deux séries de "puisards" sont identifiées, relatifs aux EI et EP ; - parmi les piézomètres du site, cinq sont identifiés pour localiser les points de prélèvement réglementés. * la galerie minière, l'exploitant précise avoir demandé au géomètre de rapprocher les plans de CORDATA de ceux du site (réalisation en cours).</p> <p>Les eaux usées du site sont dirigées vers la STEP du Pertuiset (SIVO) étant rappelé que le réseau des eaux huileuses du site fait l'objet d'un traitement par déshuileur (installations aérienne au niveau de la STEP du site.)</p> <p>Sur demande de l'inspection, l'exploitant a fourni le 29/03/2024 des cartes distinctes pour les EI, EP et EU afin de rendre lisible les informations nombreuses et parfois superposées du site amenant aux demandes ci-après.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fournit sous 1 mois :</p>

<ul style="list-style-type: none"> - en suite de son initiative, la carte du site recalée sur les informations tirées des documents de CORDATA (cf. seconde inspection thématique du 27/03/2024 sur la gestion de la galerie minière). - un bilan portant particulièrement sur les puisards afin de fournir des précisions sur les caractéristiques de ces ouvrages et de leurs fonctionnements hydrauliques, notamment au regard de leurs liens avec l'alimentation de la galerie minière ; - des compléments d'identification de réseau et d'écoulement des EP, principalement entre la STEP du site et l'Ondaine, et au droit de l'aire de stockage des copeaux huileux ; - des compléments sur le réseau des eaux industrielles hors site (état général, usage, connexion /déconnexion, caractéristiques des flux entrants supportés par la STEP du site) et une conclusion sur les suites à donner (mise à jour de carte ; opérations sur le terrain en fonction des sections).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.</p> <p>Les dispositifs de rejet des eaux résiduares sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection s'est concentrée sur le point de rejet de la galerie minière et de la STEP dans l'Ondaine.</p> <p>Aucun constat d'anomalie visuelle à l'écoulement ni d'odeur associée n'a été constaté au moment de l'inspection sur site.</p> <p>L'aménagement du point de rejet de la galerie a été décrit, notamment au regard de son accès sur berge pour visite de son linéaire souterrain.</p> <p>La localisation du point de contrôle "Ondaine aval" a été matérialisé afin de confirmer sa représentativité, notamment au regard de l'emplacement du point de rejet de la galerie minière.</p> <p>L'exploitant a laissé à demeure sur berge un dispositif de barrage flottant en cas de pollution.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>A titre d'amélioration, et afin de permettre une intervention réactive dans de meilleures conditions de sécurité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la surface accueillant le barrage flottant est à signaler et aménager un minimum ; - la circulation du personnel sur berge est à faciliter, notamment en termes de sécurisation du parcours.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Points de prélèvement aménagés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).</p>

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Les points de rejets, de la STEP et de la galerie minière, sont bien matérialisés sur carte. Sur site, chacun des points est accessible pour la réalisation de prélèvements. L'exploitant précise que tous les prélèvements sont réalisés par un sous-traitant systématiquement accompagné. Il est relevé que le point de prélèvement sur berge représentant l'aval du site n'est pas sous influence directe du rejet de la galerie minière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Points de prélèvement aménagés

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/10/2017, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance ESU
Prescription contrôlée : Surveillance eaux de surface Ondaine La surveillance de la qualité des eaux de l'Ondaine sera réalisée grâce : - 1 point de prélèvement en amont des rejets ; - 1 point de prélèvement en aval des rejets. Ces prélèvements seront situés conformément au plan situé en annexe du présent arrêté.
Constats : La matérialisation des deux points de prélèvement est disponible d'après une vue aérienne. Le point de prélèvement en partie amont sur l'Ondaine est cartographié hors site par l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant réalise sous un mois une vérification, suivie d'un éventuel recalage entre les points de prélèvement amont et aval du site et l'annexe de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 octobre 2017 prescrivant leur localisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Respect des périodicités minimales de surveillance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/10/2017, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance / Eaux industrielles
Prescription contrôlée : Fréquences d'analyses des eaux industrielles L'exploitant est tenu de respecter les fréquences d'analyses suivantes: Paramètre Fréquence de l'autosurveillance Fréquence des analyses réalisée par l'exploitant par organisme agréé Débit Continu Trimestrielle Température Continu Trimestrielle Ph Continu Trimestrielle MEST (1305) j / Trimestrielle DBO5 (1313) 1 • / Trimestrielle DCO (1314) / Trimestrielle AOX (1106) / Trimestrielle Phosphore total (1350) I Trimestrielle

Chlorures (1337)	/ Trimestrielle
Aluminium (1370)	/ Trimestrielle
Chrome VI (1371)	/ Trimestrielle
Chrome Tgtal (1389)	/ Trimestrielle
Cuivre (1392) -	/ I Trimestrielle
Fer (1393)	/ Trimestrielle
Manganèse (1394)	/ Trimestrielle
Molybdène (1395)	/ Trimestrielle
Nickel (1386)'	/ Trimestrielle
Vanadium (1384)	/ Trimestrielle
Zinc (1383)	/ Trimestrielle
Hydrocarbures totaux (7009)	/ Trimestrielle
Hexane (2675)	I Trimestrielle
I 13-ffiméthylbenie (1857)	/ Trimestrielle
2-éthyltoluène (2-éthylméthylbenzène) (2717)	/ Trimestrielle
4-éthyltoluène (4-éthylméthylbenzène) (3305)	/ Trimestrielle
Bromoforme (1122)	/ Trimestrielle
Dibromochlorométhane (1158)	/ Trimestrielle
Dichloroéthane (3366)	/ Trimestrielle
1,3-dichloropropylène (1487)	/ Trimestrielle
Bromure de méthyle (1530)	/ Trimestrielle
fluoranthène (1191)	/ Trimestrielle
2-méthyl naphtalène (1618)	/ Trimestrielle
Méthylamine (6316)	/ Trimestrielle
Isothiazolinone (7722)	/ Trimestrielle
Acide monochloroacétique (1465)	/ Trimestrielle
Polychlorobiphényle : famille PCB (somme 28, 52, 101, 118, 138, 153 et 180)	/ Trimestrielle
<p>Pour mémoire, article 60 de l'AM du 02/02/08 prescrit par ailleurs : [...]. Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. [...]</p>	
<p>Constats : La mise à jour par l'exploitant de GIDAF le 26/03 après-midi a permis de renseigner les résultats de suivi réalisés postérieurement à la campagne de juillet 2022 ; ces campagnes étaient absentes le 26/03 au matin lors de la consultation préparatoire par l'inspection.</p> <p>Il est cependant constaté un défaut d'enregistrement pour la dernière campagne de 2022 alors que l'exploitant indique avoir effectivement réalisé les analyses.</p> <p>Les résultats pour la première campagne de 2024 sont en attente de réception.</p> <p>L'exploitant fait observer que le cadre de suivi de GIDAF des eaux souterraines des piézomètres ne correspond pas à ce qui est prescrit.</p>	
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Bien que la fréquence trimestrielle soit respectée, il est rappelé que, au regard du rattrapage partiel réalisé pour la visite d'inspection sur le renseignement de GIDAF depuis juillet 2022, la conformité réglementaire de la fréquence des prélèvements à réaliser est contrôlée par l'inspection au moyen de GIDAF.</p>	
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>	

N° 6 : Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/10/2017, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement
Prescription contrôlée : Débit maximal instantané: 16 m ³ /h Débit maximal quotidien: 380 m ³ /j Température :< 30 oc Ph de 5,5 à 8,5 ou 9,5 si neutralisation alcaline Paramètre (code sandre) Concentration maximale Flux maximal Flux moyen annuel [...] Pour rappel par ailleurs l'AM du 02/02/98 prévoit : Article 21-II « Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté. » Article 58-IV « Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »
Constats : Des dépassements de VLE (voire 2*VLE) sont constatés à l'examen de différentes campagnes. L'exploitant identifie que : <ul style="list-style-type: none">- certains dépassements sont liés aux méthodes d'analyse employées avec une difficulté au regard des niveaux trop élevés des limites de quantification (LQ > VLE prescrite) ;- les dépassements constatés seraient corrigés de fait au regard des propositions de nouvelles VLE adressées à l'inspection (cf. positionnement RSDE de 2019). Il est relevé par ailleurs : <ul style="list-style-type: none">- un problème de report dans GIDAF de la VLE en AOX;- l'absence ponctuelle de justifications sur les dépassements constatés, ni les solutions envisagées pour recouvrer une situation conforme et de manière pérenne.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Étant entendu que l'inspection corrige en tant que de besoin la valeur de la VLE en AOX présente dans GIDAF, il est demandé à l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">- sans attendre l'instruction par l'inspection des propositions RSDE adressées, de produire un bilan des dépassements de VLE sur la période 2022-2024, en l'état des prescriptions s'appliquant au site, confrontées à l'état des propositions formulées ; les conclusions respectives et actions correctives sont à indiquer ;- de consigner les informations, depuis 2023 <i>a minima</i>, relatives aux contextes, justifications et mesures adoptées lors de dépassements.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet. _____ Cf. aussi les Articles 2, 3 et 4 de l'APc du 23/10/2017
Constats : Cf. les deux points de contrôle précédents en matière de transmission de résultats dans GIDAF.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les constats des deux points de contrôle précédents relatifs aux défauts de renseignement de GIDAF font l'objet d'actions correctives (notamment campagne de 2022 manquante).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Débit de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/10/2017, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet
Prescription contrôlée : Débit maximal instantané: 16 m3/h Débit maximal quotidien: 380 m3/h _____ Pour rappel par ailleurs l'AM du 02/02/98 prévoit : Article 60 La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m3. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.
Constats : Le débit de rejet de la station est contrôlé au quotidien ; un tableau de suivi est présenté par l'exploitant : - le graphique généré sur la période de suivi [2020-2023] permet de mettre en évidence une corrélation avec les événements pluviométriques particuliers ; 3000 m ² sont effectivement

collectés avec des eaux pluviales dégradées ; - pour l'année 2023, * l'ensemble des débits horaires est inférieur aux 16 m ³ /h prescrits (maximum relevé à 14 m ³ /h.; * sur la période de janvier à juin 2023, la valeur relevée est de 89 m ³ /j ; il est à noter que le maximum antérieurement observé est de 122m ³ /j (année 2020) vs la valeur prescrite de 380 m3/h.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Risques chroniques, Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs
Prescription contrôlée : Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : L'exploitant précise qu'aucun prélèvement pour le suivi réglementaire du site n'est réalisé en propre ; l'ensemble est effectivement sous-traité totalement. Par échantillonnage, les numéros d'accréditation effectifs à date pour l'année 2023 sont : - pour Eurofins 1-2091 ; - pour Véritas 1-5267.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : A date de l'inspection, l'accréditation éditée pour Eurofins était suspendue, il est rappelé qu'en plus des éléments indiqués dans les documents contractuels liant l'exploitant à ses sous-traitants, il est de la responsabilité du commanditaire de vérifier la validité des accréditations en cours pour les différents intervenants concourant au suivi analytique réglementaire du site. L'exploitant mettra donc en place une organisation permettant d'assurer et justifier de ce contrôle de validité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant.
Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Contrôle de recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de recalage
Prescription contrôlée : S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou

<p>par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p> <p>L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme indiqué au point de contrôle précédent, l'autosurveillance est sous-traitée. Demeurent cependant le suivi des paramètres courant de débit, température et pH, dont le calibrage et le contrôle d'une absence de dérive doivent être réalisés.</p> <p>L'exploitant indique que ces tâches sont confiées au service de la maintenance. Un prestataire réalise une fois par an le contrôle des sondes pH.</p> <p>Une personne de l'équipe de maintenance procède au suivi des contrôles réglementaires (station de traitement des eaux). Un prestataire intervient une fois par an pour vérifier et calibrer les sondes pH : le dernier recalibrage date du 20/06/2023.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les vérifications d'absence de dérive et d'éventuels recalibrage sont aussi à opérer pour les mesures de débit et de température du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est non soumis au suivi analytique sur les PFAS.</p> <p>L'exploitant précise cependant que le travail préalable de recensement a été réalisé. Il ressort qu'au niveau de la trempe à huile, un générateur de mousse (émulseur) contient des composés de cette famille.</p> <p>L'exploitant a spontanément procédé à la demande de changement de produit émulseur.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Garanties financières

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/03/2024, 5° de l'article R. 516-1
Thème(s) : Situation administrative, Actualisation des garanties financières
Prescription contrôlée : version à date de l'inspection : 5° Les installations soumises à autorisation au titre du 2° de l'article L. 181-1 et les installations soumises à autorisation simplifiée au titre de l'article L. 512-7, susceptibles, en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus, d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe la liste de ces installations, et, le cas échéant, les seuils au-delà desquels ces installations sont soumises à cette obligation du fait de l'importance des risques de pollution ou d'accident qu'elles présentent. Sans préjudice des dispositions prévues aux articles L. 516-1, L. 516-2 et L. 512-18, l'obligation de constitution de garanties financières ne s'applique pas aux installations mentionnées au 5° lorsque le montant de ces garanties financières, établi en application de l'arrêté mentionné au 5° du IV de l'article R. 516-2, est inférieur à 100 000 €. Sont exemptées des obligations de constitution de garanties financières les installations classées mentionnées aux 1°, 2°, 3°, 4° et 5° qui sont exploitées directement par l'Etat ou qui bénéficient d'une garantie financière de la part de l'Etat leur permettant d'effectuer les opérations visées au deuxième alinéa de l'article L. 516-1. La demande d'autorisation de changement d'exploitant, à laquelle sont annexés les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant et la constitution de garanties financières est adressée au préfet. Cette demande est instruite dans les formes prévues aux articles R. 181-45 et R. 512-46-22. Pour les installations mentionnées aux 1°, 2° et 5°, l'avis de la commission consultative départementale compétente n'est pas requis. A défaut de notification d'une décision expresse dans un délai de trois mois, le silence gardé par le préfet vaut autorisation de changement d'exploitant. Pour les installations mentionnées aux 3° et 4°, à défaut de notification d'une décision expresse dans un délai de trois mois, le silence gardé par le préfet vaut refus de l'autorisation de changement d'exploitant.
Constats : Les garanties financières du site arrivent à échéance au 30/06/2024.; les modifications réglementaires à venir du code de l'environnement (5° de l'article R. 516-1) des suites de la publication de la loi n°2023-973 relative à l'industrie verte (JORF) du 24 octobre 2023) posent la question de la perspective de leur réactualisation. Malgré l'attente de Décret d'application à date (Consultation du 17/03/2024 au 06/04/2024) , les éléments suivants sont confirmés par le positionnement régional suivant: Sur le calendrier d'application, l'absence d'obligation de constitution de garanties financières 5° s'applique dès le lendemain de la publication de la loi (depuis le 25 octobre 2023) : <ul style="list-style-type: none">• pour les demandes d'autorisation ou d'enregistrement de nouvelles ICPE qui auraient été concernées par ce 5° ;• pour les demandes de changement d'exploitant de ces mêmes ICPE. En l'absence de dispositions prévoyant la rétroactivité de la loi et en vertu du principe de sécurité juridique, la loi industrie verte n'a pas d'emprise sur les situations antérieurement fixées. Ainsi, les actes de cautionnement conclus antérieurement à la date d'entrée en vigueur de la loi industrie

verte, et non échus, ne sont par conséquent pas remis en cause.

Un décret d'application de la loi industrie verte abrogera les décrets et les arrêtés relatifs à l'obligation de constitution des garanties financières dites du 5° et prévoira les modalités de levée de ces garanties financières constituées auprès d'organismes de cautionnement ou auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

En conséquence, les actes de cautionnement en cours perdurent jusqu'à leur échéance ou jusqu'à l'entrée en vigueur du décret d'application.

Toutefois, le renouvellement des actes de cautionnement, arrivés à leur échéance avant l'entrée en vigueur du décret d'application, n'est pas requis.

Vous pouvez donc considérer que le renouvellement de ces garanties n'est pas requis pour les sites uniquement soumis à garanties selon le 5°.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Systèmes d'échange de quotas d'émissions (SEQE)

Référence réglementaire : Règlement européen du 31/10/2023, article 2019/331

Thème(s) : Identification de la demande, Plan de neutralité climatique

Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation qui demande à bénéficier d'une allocation à titre gratuit ou qui obtient cette allocation en vertu de l'article 10 bis de la directive 2003/87/CE surveille les niveaux d'activité sur la base d'un plan méthodologique de surveillance conforme au règlement délégué (UE) 2019/331 (règlement FAR).

Constats : À la demande de l'exploitant concernant la nécessité pour son site d'un Plan de neutralité climatique, l'inspection confirme la réponse apportée par le contenu du courriel adressé le 22/12/2023 ci-dessous:

Sujet :	[SEQE4] IMPORTANT Élaboration d'un plan de neutralité climatique - Directive ETS révisée - Retrait de la liste		
Date :	Fri, 22 Dec 2023 10:58:20 +0100		
De :	Quota CO2 - DREAL Auvergne-Rhône-Alpes/PRICAE/CAE		
Organisation :	DREAL Auvergne-Rhône-Alpes/PRICAE/CAE		
Pour :	_.@eramet.com		
Copie à :	DREAL Auvergne-Rhône-Alpes/PRICAE/RC ;	DREAL	
	Auvergne-Rhône-Alpes/PRICAE/CAE ;	DREAL	
	Auvergne-Rhône-Alpes/UD-DA/SICPE		

B

Bonjour,

Suite à la consolidation par la Commission Européenne de la liste des installations concernées par l'élaboration d'un plan de neutralité climatique, je vous confirme que **votre site a été retiré de cette dernière liste. Votre installation n'est donc plus concernée par l'élaboration de ce plan.** Cette liste a été établie compte-tenu des retours reçus par les États Membres lors de la période de consultation de l'article 22b (2) du règlement FAR révisé, excluant les petites sous-installations qui ne contribuent pas à plus de 20% de l'allocation préliminaire de l'installation. Nous reviendrons vers vous prochainement pour plus de précisions sur ce sujet. Nous vous en remercions par avance

Bien cordialement,

Le 20/11/2023 à 17:31, Quota CO2 - DREAL Auvergne-Rhône-Alpes/PRICAE/CAE a écrit :

*Bonjour, Suite à information ministérielle récente, nous vous informons que le site Aubert et Duval à Firminy **est concerné par l'élaboration d'un plan de neutralité climatique à fournir au 30 mai 2024** (liée au fait que les niveaux d'émissions de GES pour les années 2016 et 2017 sont supérieurs au 80e percentile des niveaux d'émissions pour les référentiels de produits). Dans le cas où cette obligation ne serait pas respectée, une réduction de 20% sur les allocations de quotas gratuits de l'ensemble de votre installation sera appliquée sur la totalité de la période 2026-2030. Vous trouverez en PJ le règlement d'exécution du 31 octobre 2023 correspondant à ce sujet. Le contenu de ce plan de neutralité climatique devra être conforme à ce règlement : [https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=PI_COM:C\(2023\)7298](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=PI_COM:C(2023)7298)*

N'hésitez à pas à revenir vers nous pour toute question/précision/demande/incompréhension suite à cette décision.

Nous vous en remercions

Bien cordialement,

Système d'échange de quotas DREAL ARA

Type de suites proposées : Sans suite